cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 8 juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
Mme Catherine THOMAS, tête de liste,
Élection municipale générale
du 15 mars 2026

Circonscription : Poisy (Haute-Savoie)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne de la candidate tête de liste, déposé le 19 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par la candidate tête de liste ;
- les requêtes n° 2603175-3, 2603129-3 et 2603166-3 déposées contre l'élection devant le tribunal administratif de Grenoble ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 13 942 euros en ce qui concerne les listes présentes au premier tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 8 320 euros et un montant de recettes déclarées de 8 320 euros dont 3 638 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Le compte de campagne de Mme Catherine THOMAS, tête de liste, n'appelle pas d'observation au regard des dispositions du code électoral.

Sur le montant du remboursement :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre la candidate est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 6 623 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 8 320 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement, soit 3 638 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par l'État doit être arrêté à la somme de 3 638 euros.

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de Mme Catherine THOMAS, tête de liste, est approuvé et s'établit comme suit :

    en dépenses à 8 320 euros

    en recettes à 8 320 euros

- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 3 638 euros.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 8 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, MM. Michel DELPUECH, Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président

Christian CHARPY